



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ



Réserve Naturelle
BAIE DE L'AIGUILLON

Document valant ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Maître d'ouvrage :

LPO
Les Fonderies Royales
8-10 rue Pujos
CS 90 263 – 17 305 ROCHEFORT CEDEX



Objet de la consultation :

Réalisation d'une expérimentation d'enlèvement des gisements sauvages d'Huîtres japonaises et d'anciennes structures de cultures marines en baie de l'Aiguillon.

Nombre de lots : 3

Nomenclature CPV 45-24 « Travaux maritimes et fluviaux »

Référence : Consultation LIFE 14NAT/FR/000669-C1

Date limite de remise des offres :

Mardi 1^{er} août 2017 – 12h00

AE – Lot 2 « Charron »

Tous les documents seront rédigés en langue française

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux d'enlèvement expérimental des gisements sauvages d'huîtres japonaises dans la Réserve Naturelle Nationale de la Baie de L'Aiguillon (17-85), concernant le lot 2 « Charron ».

Numéro du marché :

Date du marché :

Montant TVA incluse du marché :

Maître d'Ouvrage : LPO

Article 2 : Contractant

Contractant (mandataire si groupement)

M/Mme (Nom/Prenom).....

Représentant la société:

Siege social :

.....

N° SIRET :

Adresse agence :

.....

N° de téléphone :

N° de compte à créditer (23 chiffres) :

Adresse mail :

PME : ☐ Oui ☐ Non

Joindre un R.I.B

Cotraitant 1 (le cas échéant)

M/Mme (Nom/Prenom).....

Représentant la société:

Siege social :

.....

N° SIRET :

Adresse agence :

.....
N° de téléphone :
N° de compte à créditer (23 chiffres) :
Adresse mail :
PME : ☐ Oui ☐ Non

Joindre un R.I.B

Cotraitant 2 (le cas échéant)

M/Mme (Nom/Prenom).....
Représentant la société:
Siege social :
.....
N° SIRET :
Adresse agence :
.....
N° de téléphone :
N° de compte à créditer (23 chiffres) :
Adresse mail :
PME : ☐ Oui ☐ Non

Joindre un R.I.B

Cotraitant 3 (le cas échéant)

M/Mme (Nom/Prenom).....
Représentant la société:
Siege social :
.....
N° SIRET :
Adresse agence :
.....
N° de téléphone :
N° de compte à créditer (23 chiffres) :
Adresse mail :
PME : ☐ Oui ☐ Non

Joindre un R.I.B

Cotraitant 4 (le cas échéant)

M/Mme (Nom/Prenom).....

Représentant la société:

Siege social :

.....

N° SIRET :

Adresse agence :

.....

N° de téléphone :

N° de compte à créditer (23 chiffres) :

Adresse mail :

PME : ☐ Oui ☐ Non

Joindre un R.I.B

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et des documents qui y sont mentionnés ;
- affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles 45 à 50 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

L'offre ainsi présentée ne me/nous lie toutefois que si son acceptation m'est / nous est opérée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 3 : Montant du marché

3.1. Montant du marché

Le montant total du marché est arrêté à la somme de (en lettres) :

Montant HT : €

Montant TTC : €

TVA (taux de%) : €

Soit en toutes lettres

.....
.....

3.2. Montant sous-traité (le cas échéant)

Le montant total du marché est arrêté à la somme de (en lettres) :

Montant HT : €

Montant TTC : €

TVA (taux de%) : €

Soit en toutes lettres

.....
.....

Fait en un seul original

à

le

Mention manuscrite

"lu et approuvé"

Signature du Prestataire

(Identification du signataire)

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement du lot 1 « pointe de l'Aiguillon »,

Le représentant de la LPO

Fait à Rochefort

Le ... / ... / 20 ...

Le directeur général,

Yves VERILHAC

NOTIFICATION DU CONTRAT AU TITULAIRE (Date d'effet du contrat)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent contrat »

A

Le

Signature

En cas d'envoi en LR AR :

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du contrat)

ANNEXE N° 1 : RELATIVE À LA DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE (DC4)

A - Identification du sous-traitant

Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016)* :

(Cocher la case correspondante.)

☐ OUI

☐ NON

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

B - Identification du pouvoir adjudicateur

Désignation du pouvoir adjudicateur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

LPO

Les Fonderies Royales - 8-10 rue Pujos - CS 90 263
17 305 ROCHEFORT CEDEX

A l'attention de : Monsieur le Président

Courriel : lpo@lpo.fr

C - Objet du marché

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

Réalisation des travaux d'enlèvement expérimental des gisements sauvages d'huîtres japonaises dans la Réserve Naturelle Nationale de la Baie de L'Aiguillon (17-85), concernant le lot 1 « pointe de l'Aiguillon ».

D - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

E - Identification du candidat ou du titulaire du marché

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

F - Nature et prix des prestations sous-traitées

Nature des prestations sous-traitées :

Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

Taux de la TVA :

Montant maximum HT :

Montant maximum TTC :

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts :

Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)

Montant maximum hors TVA :

G - Conditions de paiement

Compte à créditer, Nom de l'établissement bancaire, Numéro de compte :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

☐

OUI

☐

NON

H - Capacités du sous-traitant

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en oeuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2245-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous traitant, dans les conditions prévues à l'article 136 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en produisant en annexe du présent document :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,



OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 127 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

A..... le

Le sous-traitant

A..... le

Le candidat ou le titulaire

Le représentant du pouvoir adjudicateur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A..... le

Le représentant du pouvoir adjudicateur :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A..... le

Le titulaire

ANNEXE N° 2 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire :				
	Totaux			